

Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2019

Par : Centres communautaires
d'alimentation du Canada



centres communautaires d'alimentation
du CANADA la bonne nourriture n'est qu'un début

Liste de recommandations

- **Recommandation 1 :** Que le gouvernement examine le système fédéral de mesures fiscales destinées aux Canadiens à faible revenu, en cherchant tout spécialement à faire en sorte que certains crédits d'impôt non remboursables deviennent remboursables et en augmentant l'Allocation canadienne pour les travailleurs dans les budgets ultérieurs.
- **Recommandation 2 :** Que l'Allocation canadienne pour le logement soit conçue comme un programme universel accessible à tous les Canadiens ayant un besoin impérieux de logement, en fonction du revenu et de la taille du ménage, ainsi que du loyer, et qu'elle augmente dans les budgets ultérieurs (après 2020-2021).
- **Recommandation 3 :** Que le gouvernement verse un financement de 1,925 million de dollars sur cinq ans à un fonds offert grâce au programme Verdures du marché de Centres communautaires d'alimentation du Canada pour favoriser la consommation de fruits et légumes.
- **Recommandation 4 :** Que le gouvernement crée un fonds sans incidence sur le coût afin d'investir dans des programmes de saine alimentation, financés à l'aide d'une redevance du fabricant sur les boissons sucrées. Il devrait s'agir d'une taxe d'accise, fondée sur le volume et dont le taux augmente en fonction de la quantité de sucres libres que renferme chaque unité d'une boisson sucrée.
- **Recommandation 5 :** Que le gouvernement accorde un financement d'une valeur de 2 millions de dollars sur cinq ans à Centres communautaires d'alimentation du Canada afin qu'il établisse des centres communautaires d'alimentation et leur apporte son soutien.

À propos de Centres communautaires d'alimentation du Canada

Centres communautaires d'alimentation du Canada (CCAC) est un organisme de bienfaisance national qui aide les centres communautaires d'alimentation (CCA) dans les quartiers défavorisés où des gens se réunissent pour cultiver, cuisiner, partager et promouvoir la bonne nourriture. Sa mission est la suivante : « Par le pouvoir de la nourriture, nous cultivons la santé, l'esprit d'appartenance et la justice sociale dans les communautés à faible revenu à travers le Canada. »

CCAC apporte actuellement son soutien à neuf CCA à l'échelle nationaleⁱ, trois autres seront inaugurés cette annéeⁱⁱ et deux autres sont en cours d'élaborationⁱⁱⁱ. Grâce à notre réseau de CCA et d'organisations pour la bonne nourriture, nous sommes actifs dans 120 communautés au Canada.

Partout au pays, nos CCA sont au service des personnes qui sont confrontées à de graves contraintes financières : en 2017, 86 % des participants vivaient en deçà ou près de la mesure de faible revenu de Statistique Canada, 76 % étaient au chômage ou à la retraite et 47 % touchaient des prestations d'aide sociale.

Assurer la compétitivité grâce à la croissance inclusive

En raison de l'incertitude mondiale qui plane sur les échanges commerciaux, de la dette élevée des ménages et de la flambée du prix des maisons, le Canada aura besoin de solutions novatrices pour renforcer la compétitivité. Dans le budget de 2019, le gouvernement fédéral devrait chercher à favoriser la croissance inclusive de tous les Canadiens, comme l'OCDE l'a recommandé récemment¹.

Quatre millions de Canadiens vivent de l'insécurité alimentaire², ce qui nuit à leur capacité de participer de manière productive à l'économie canadienne et d'alléger notre système de santé déjà surchargé.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire qui s'en suit ont des effets néfastes sur la santé. Les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire consomment moins de portions de fruits, de légumes et de produits laitiers et ont un apport moins élevé en vitamines, ce qui entraîne des taux plus élevés de maladies liées à l'alimentation, comme les maladies cardiovasculaires, le diabète et l'hypertension³. En Ontario, le coût annuel des soins de santé est 49 % plus élevé chez les adultes qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire modérée et 121 % plus élevé chez les adultes qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire grave⁴.

En outre, l'insécurité alimentaire a des effets négatifs sur la santé mentale et peut faire augmenter l'incidence de la dépression, des pensées suicidaires, des troubles anxieux et de l'humeur. Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire constituent plus du tiers des personnes hospitalisées pour un problème de santé mentale⁵.

ⁱ CCA The Stop, Toronto (Ont.), CCA Regent Park, Toronto (Ont.), CCA The Table, Perth (Ont.), CCA The Local, Stratford (Ont.), CCA Hamilton, Hamilton (Ont.), CCA NorWest Co-op, Winnipeg (Man.), CCA The Alex, Calgary (Alb.), CCA Dartmouth North, Dartmouth (N.-É.), CCA Le Dépot, Montréal (Qc).

ⁱⁱ CCA Nelson, Nelson (C.-B.), CCA Mont Paul, Kamloops (C.-B.), CCA Natoaganeg, Première Nation d'Eel Ground (N.-B.)

ⁱⁱⁱ CCA Food4Good, Edmonton (Alb.), CCA Qajukturvik, Iqaluit (Nt).

Selon des rapports, l'accès à des aliments nutritifs est un problème majeur pour les Canadiens à faible revenu^{6, 7, 8}. Une alimentation malsaine est la cause de maladies cardiovasculaires, d'accidents vasculaires cérébraux, d'hypertension, de diabète, d'obésité, d'hypercholestérolémie, de maladies mentales et jusqu'à 40 % des cancers⁹. Les régimes malsains constituent le principal facteur de risque de décès et d'invalidité au Canada, étant la cause de plus de 50 000 décès, 890 000 années d'invalidité et 710 000 années de perte de vie¹⁰. Les maladies liées à l'alimentation coûtent aux Canadiens 26 milliards de dollars par année sous forme de dépenses en soins de santé directs et indirects¹¹.

On a démontré que l'augmentation du revenu réduisait l'insécurité alimentaire. Par exemple, une étude canadienne a constaté qu'à partir de 65 ans et de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti, le risque d'insécurité alimentaire diminuait de 50 %¹². De même, les taux d'insécurité alimentaire chez les prestataires d'aide sociale à Terre-Neuve-et-Labrador ont diminué de près de la moitié entre 2007 et 2012, après une hausse des taux de soutien du revenu¹³.

Nos recommandations sont axées sur la diminution de l'insécurité alimentaire grâce à l'augmentation du revenu et de la sécurité du logement, ainsi qu'à une alimentation plus saine. En apportant plus de soutien aux personnes qui en ont besoin et en préconisant des modes de vie sains, le gouvernement fédéral peut garantir que tous les Canadiens sont inclus dans une économie concurrentielle et en pleine croissance.

Recommandations de Centres communautaires d'alimentation du Canada pour le budget de 2019

Bien que de nombreuses mesures aient été mises en œuvre pour aider les Canadiens à faible revenu, grâce à la création de l'Allocation canadienne pour enfants, de la Stratégie nationale sur le logement et de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, d'autres interventions sont nécessaires pour venir en aide aux 4,8 millions de Canadiens qui vivent dans la pauvreté et aux 4 millions de Canadiens qui sont confrontés à de l'insécurité alimentaire.

Par conséquent, CCAC recommande l'examen des mesures fiscales destinées aux Canadiens à faible revenu, en cherchant tout spécialement à :

- **faire en sorte que certains crédits d'impôt non remboursables deviennent remboursables – tout spécialement, le montant personnel de base, qui pourrait faire augmenter le revenu des personnes ayant de la difficulté à joindre les deux bouts jusqu'à 1 745,25 \$, et le crédit d'impôt pour personnes handicapées, qui pourrait accroître le revenu des Canadiens handicapés, dont 23 % vivent en deçà de la mesure de faible revenu¹⁴, d'au plus 1 216,95 \$;**
- **augmenter l'Allocation canadienne pour les travailleurs dans les budgets ultérieurs.**

Selon un sondage réalisé dernièrement auprès des utilisateurs des banques alimentaires de Toronto¹⁵, à titre de dépense « flexible », l'alimentation est souvent la première nécessité de base que les personnes vivant dans la pauvreté négligent. Le loyer est la principale dépense qui a préséance sur les repas. En fait, après avoir payé le loyer et les services publics, il ne reste à l'utilisateur moyen d'une banque alimentaire à Toronto que 7,33 \$ pour couvrir toutes ses autres dépenses mensuelles.

L'Allocation canadienne pour le logement annoncée dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement est une mesure de soutien bien appréciée et fera une différence marquée dans la vie de tous les Canadiens qui doivent faire un choix entre payer des aliments ou un loyer. Jusqu'à maintenant, bon nombre des 1,7 million de ménages canadiens ayant un besoin impérieux de logement¹⁶ sont passés entre les mailles du filet.

Par conséquent, CCAC recommande que l'Allocation canadienne pour le logement soit conçue comme un programme universel accessible à tous les Canadiens ayant un besoin impérieux de logement, en fonction du revenu et de la taille du ménage, ainsi que du loyer, et qu'elle augmente dans les budgets ultérieurs (après 2020-2021).

Tel que susmentionné, une alimentation malsaine est un grave problème chez les Canadiens, ainsi que pour notre système de santé, mais un régime riche en fruits et légumes peut réduire le risque de maladies cardiovasculaires, d'accident vasculaire cérébral et de certains types de cancer¹⁷. Toutefois, seulement 30 % des Canadiens âgés de 12 ans et plus disent consommer le nombre recommandé de portions¹⁸.

Selon des recherches, les mesures incitatives qui ciblent les populations à faible revenu pourraient réduire les disparités socioéconomiques en matière de santé en rendant les aliments sains plus abordables¹⁹. La combinaison de mesures qui portent les gens à consommer des aliments sains et de taxes qui sont imposées sur les aliments malsains pourrait être un moyen tout spécialement rentable et efficace de réduire les décès attribuables aux maladies cardiovasculaires, aux accidents vasculaires cérébraux et au diabète^{20, 21}.

On a constaté que les programmes de promotion des fruits et légumes faisaient effectivement augmenter la consommation de fruits et légumes^{22, 23}, qu'ils réduisaient l'indice de masse corporelle (IMC) et qu'ils amélioraient la sécurité alimentaire au niveau des ménages²⁴. Selon un sondage réalisé par CCAC à l'échelle nationale en 2017, 91 % des Canadiens appuient un tel programme pour les communautés à faible revenu^{iv}.

Par conséquent, CCAC recommande que le gouvernement verse un financement de 1,925 million de dollars sur cinq ans à un fonds offert grâce au programme Verdures du marché^v de Centres communautaires d'alimentation du Canada pour favoriser la consommation de fruits et légumes.

Bien que la Stratégie en matière de saine alimentation ait été une étape importante pour améliorer le régime alimentaire des Canadiens, une aide plus poussée est nécessaire. Les interventions en matière de saine alimentation, comme les programmes de promotion des fruits et légumes, pourraient être financées à l'aide d'une taxe sur les boissons sucrées, car ces dernières constituent la plus importante source de sucre dans le régime alimentaire des Canadiens²⁵ et elles sont associées à plusieurs maladies chroniques²⁶.

Au cours des 25 prochaines années, on estime que la consommation de boissons sucrées sera à l'origine de 63 321 décès et de coûts de santé directs de 50 milliards de dollars. Une taxe de 20 % pourrait également générer des revenus fédéraux de 43,6 milliards de dollars d'ici là, qu'on pourrait utiliser pour appuyer des programmes de promotion de la santé²⁷.

Par conséquent, CCAC recommande que le gouvernement crée un fonds sans incidence sur le coût afin d'investir dans des programmes de saine alimentation, financés à l'aide d'une redevance du fabricant sur les boissons sucrées. Il devrait s'agir d'une taxe d'accise, fondée sur le volume et dont le taux augmente en fonction de la quantité de sucres libres que renferme chaque unité d'une boisson sucrée.

^{iv} Pour plus de renseignements, consulter <https://cfccanada.ca/en/Learn/Resource-Library/Resource-Categories/Poll-Canadian-attitudes-towards-issues-of-food-ac> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

^v Pour plus de renseignements, consulter <https://cfccanada.ca/en/Our-Work/Programs/MarketGreens> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Les centres communautaires d'alimentation sont très utiles, car ils fournissent du soutien communautaire, des aliments sains et d'autres formes d'aide aux personnes qui vivent dans la pauvreté et l'isolement social :

- 88 % des participants disent que leur CCA est une importante source d'aliments;
- 77 % ont apporté des changements sains à leur régime alimentaire;
- 69 % ont constaté des améliorations de leur santé physique et/ou mentale;
- 95 % ont un sentiment d'appartenance à une communauté^{vi}.

CCAC cherche à élargir son réseau national de CCA jusqu'à 20 centres d'ici 2022, de même qu'à continuer d'apporter son soutien aux CCA qui existent déjà.

Par conséquent, CCAC recommande que le gouvernement accorde un financement d'une valeur de 2 millions de dollars sur cinq ans à Centres communautaires d'alimentation du Canada afin qu'il établisse des centres communautaires d'alimentation et leur apporte son soutien.

¹ Organisation de coopération et de développement économiques, *Étude économique du Canada 2018*, 2018. Extrait de <http://www.oecd.org/fr/economie/etude-economique-canada.htm>.

² V. Tarasuk, A. Mitchell et N. Dachner, *Household Food Insecurity in Canada, 2012*, Toronto, Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 2014, <http://proof.utoronto.ca/resources/proof-annualreports/annual-report-2012/>.

³ J. Mikkonen et D. Raphael, *Social determinants of health: The Canadian facts*, Toronto, York University School of Health Policy and Management, 2010.

⁴ V. Tarasuk, J. Cheng, C. de Oliveira, N. Dachner, C. Gundersen et P. Kurdyak, « Association between household food insecurity and annual health care costs », *Journal de l'Association médicale canadienne*, 2015, vol. 187, n° 14, p. E429 à E436.

⁵ Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), *Food Insecurity and Mental Health*, 2018, <http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2018/02/mental-health-fact-sheet.pdf>.

⁶ Public Health Nutritionists of Saskatchewan Working Group, *The cost of healthy eating in Saskatchewan 2009: Impact on food security*, 2010, <http://www.dietitians.ca/Downloadable-Content/Public/Cost-of-Eating-Saskatchewan.aspx>.

⁷ Les diététistes du Canada, *The cost of eating in British Columbia, 2011, 2012*, https://www.dietitians.ca/Downloads/Public/CostofEatingBC2011_FINAL.aspx [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁸ Front commun pour la justice sociale du Nouveau-Brunswick Inc., *Sharp hike in the cost of food: Results of a 2011 N.B. Survey*, 2011, <http://www.frontnb.ca/Document/food-cost-report.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Chaire FMCC/IRSC en prévention et contrôle de l'hypertension artérielle et Réseau pour une alimentation durable, *Fiche d'information sur l'alimentation*, 2016, https://foodsecurecanada.org/sites/foodsecurecanada.org/files/food_and_nutrition_fact_sheet_fr_final_r1.pdf.

¹¹ Santé Canada, *Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (étiquetage nutritionnel, autres dispositions d'étiquetage et colorants alimentaire)*, 2016, <http://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2016/2016-12-14/html/sor-dors305-fra.html>.

¹² L. McIntyre, D. J. Dutton, C. Kwok et J. C. H. Emery, « Reduction of Food Insecurity among Low-Income Canadian Seniors as a Likely Impact of a Guaranteed Annual Income », *Canadian Public Policy*, 2016, vol. 42, n° 3, p. 274 à 286.

^{vi} Pour plus de renseignements, consulter notre rapport annuel 2017 à <https://cfccanada.ca/en/annual-report-2017> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

-
- ¹³ R. Loopstra, N. Dachner et V. Tarasuk, « An exploration of the unprecedented decline in the prevalence of household food insecurity in Newfoundland and Labrador 2007-2012 », *Canadian Public Policy*, 2015, vol. 41, n° 3, p. 191 à 206.
- ¹⁴ K. Wall, *Le faible revenu chez les personnes ayant une incapacité au Canada*, Statistique Canada, 2017, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2017001/article/54854-fra.htm>.
- ¹⁵ Daily Bread Food Bank, *Who's Hungry: 2017 Profile of Hunger in Toronto*, 2018, <https://www.dailybread.ca/wp-content/uploads-2018/03/Whos-Hungry-2017-Report.pdf>.
- ¹⁶ Statistique Canada, *Besoins impérieux en matière de logement, Recensement de 2016*, 2017, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/chn-biml/index-fra.cfm>.
- ¹⁷ Fondation des maladies du cœur, 2017.
- ¹⁸ Statistique Canada, *Consommation de fruits et de légumes, 2016*, 2017, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2017001/article/54860-fra.htm>.
- ¹⁹ J. Pearson-Stuttard et coll., 2017.
- ²⁰ *Ibid.*
- ²¹ J. L. Peñalvo et coll., « The potential impact of food taxes and subsidies on cardiovascular disease and diabetes burden and disparities in the United States », *BMC Medicine*, 2017, vol. 15, n° 1, p. 208, DOI 10.1186/s12916-017-0971-9.
- ²² J. Valorose, L. Gilbertson, J. Diaz et B. Woywod, *Impacts of the Fruit & Vegetable Prescription Program*, 2015, https://www.wholesomewave.org/sites/default/files/wp-content/uploads/2016/02/BCBS_FVRxReport.pdf.
- ²³ L. Oberholtzer, C. Dimitri et M. Zive, *Double Value Coupon Program diet and shopping behavior study*, 2012, <http://www.wholesomewave.org/wp-content/uploads/2014/10/Double-Value-Coupon-Program-Diet-Shopping-Behavior-Study.pdf>.
- ²⁴ Wholesome Wave, *Fruit & Vegetable Prescription Program*, s.d., <https://www.wholesomewave.org/how-we-work/resources> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- ²⁵ Gouvernement du Canada, *Sucres*, 2018, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/nutriments/sucres.html>.
- ²⁶ A. C. Jones, J. L. Veerman et D. Hammond, *The Health and Economic Impact of a Tax on Sugary Drinks in Canada*, 2017, <https://www.heartandstroke.ca/-/media/pdf-files/canada/media-centre/the-health-and-economic-impact-of-a-sugary-drink-tax-in-canada-summary.ashx> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- ²⁷ *Ibid.*